

# JOURNAL DU DROIT INTERNATIONAL

paraissant tous les trois mois

FONDÉ EN 1874  
par  
EDOUARD CLUNET

CONTINUÉ DE 1923 à 1948  
par  
ANDRÉ - PRUDHOMME

Rédacteur en Chef :

**BERTHOLD GOLDMAN**

Professeur à la Faculté de Droit et des Sciences économiques de Paris

Publié avec le concours du  
CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Sous le haut patronage de

- M. ANCEL, Conseiller à la Cour de Cassation.
- S. BASTID, Professeur à la Faculté de Droit de Paris.
- H. BLIN, Président de la 1<sup>re</sup> Section civile de la Chambre civile de la Cour de Cassation.
- R. DROUILLAT, Président du Tribunal de grande instance de la Seine.
- P. GUILLOT, Président de la Chambre commerciale et financière de la Cour de Cassation.
- G. HOLLEAUX, Conseiller honoraire à la Cour de Cassation.
- P. LEPAULLE, Avocat à la Cour d'Appel de Paris.
- P. LOUIS-LUCAS, Doyen honoraire de la Faculté de Droit de Dijon.
- M. MARTIN, Conseiller d'Etat.
- J. MAURY, Doyen honoraire de la Faculté de Droit de Toulouse.
- M. PICARD, Professeur honoraire à la Faculté de Droit de Paris.
- R. PINTO, Professeur à la Faculté de Droit de Paris.
- P. ROUBIER, Doyen honoraire de la Faculté de Droit de Lyon, Correspondant de l'Institut.

EDITIONS TECHNIQUES S. A.

Distributeur général

82, Rue de Rivoli

P A R I S (IV<sup>e</sup>)

1964

## SOMMAIRE

1964 (91<sup>e</sup> année). — 2<sup>e</sup> livraison. — Avril, mai, juin

### Doctrine

- La convention collective de travail en droit international privé, par Gérard LYON-CAEN ..... 247  
L'Etat divisé, par Luis MARTINEZ AGULLÓ ..... 265

### Jurisprudence

- BULLETIN DE JURISPRUDENCE FRANÇAISE,  
par B. GOLDMAN, A. PONSARD, L. SEBAG ..... 285

#### Convention collective de travail.

- Champ d'application. — Limitation au territoire métropolitain.  
— Contrat de travail conclu à l'étranger. — Domicile du salarié  
situé à l'étranger ..... 301

#### Filiation.

- Filiation naturelle. — Etablissement nécessaire pour régler la  
dévolution successorale. — Compétence de la loi gouvernant le stat-  
ut personnel. — Mère naturelle et enfants de nationalités diffé-  
rentes. — Compétence de la loi la plus favorable à l'établissement  
de la filiation ..... 290

#### Jugements étrangers.

- Exequatur. — Conditions. — Pouvoir de révision (non). — Pen-  
sion alimentaire. — Prescription quinquennale et règle « ali-  
ments ne s'arrangent pas » du droit français. — Règles d'ordre  
public international faisant obstacle à l'exequatur (non) ..... 302

#### Mariage

- Effets. — Mandat tacite de la femme. — Epoux de nationalité  
égyptienne. — Contrat passé par la femme en France avec une  
société étrangère. — Condamnation du mari ..... 285

- CHRONIQUE DE JURISPRUDENCE FRANÇAISE,  
par R. DAVANT, G. LYON-CAEN, J.-B. SIALELLI ..... 310

#### Cautio *judicatum solvi*.

- U.R.S.S. — Convention franco-russe du 18 avril 1899 et Con-  
vention de La Haye du 17 juillet 1905. — Dénonciation tacite. —  
Convention de La Haye du 1<sup>er</sup> mars 1954. — Absence d'adhésion.  
— Dispense de caution en matière civile (non) ..... 317

#### Conflits de juridiction

- Convention franco-belge du 8 juillet 1899. — Article 59, para-  
graphe 12, du Code de procédure civile. — Texte postérieur à la  
Convention. — Application ..... 321

Convention franco-belge du 8 juillet 1899. — Application aux matières délictuelles (oui). — Compétence en matière de marques	321
Convention franco-suisse du 15 juin 1869. — Pluralité de défendeurs. — Application de l'article 59, paragraphe 4, du Code de procédure civile	322
Litiges entre Français et étrangers. — Code civil, articles 14 et 15. — Protocole franco-algérien du 20 novembre 1963. — Accident survenu en Algérie. — Compétence des tribunaux français	319
Litiges entre Français et étrangers. — Code civil, articles 14 et 15. — Convention franco-camerounaise du 13 novembre 1960. — Compétence française (non)	319
<b>Convention franco-belge du 8 juillet 1899</b>	
Application à la contrefaçon de marques de fabrique	321
<b>Convention franco-suisse du 15 juin 1869.</b>	
Article 11. — Renonciation au bénéfice de la Convention. — Application des articles 168 et 171 du Code de procédure civile (non)	322
<b>Divorce.</b>	
Demandeur espagnol. — Demande irrecevable. — Appel. — Demande de séparation de corps. — Irrecevabilité	314
<b>Etat civil.</b>	
Changement de nom. — Décision administrative étrangère. — Procédure	313
<b>Etrangers (Conditions des).</b>	
1° Baux à loyers. — Italiens. — Convention du 23 août 1951. — Effet au 16 janvier 1958. — Droit de reprise. — 2° Baux ruraux. — Italiens. — Accords du 17 mai 1946. — Lettres interprétatives des 28 octobre et 2 novembre 1948. — Convention franco-italienne du 23 août 1951. — Droit de préemption (non)	311
Droit du travail. — Délégués du personnel. — Frontaliers belges. — Eligibilité (non)	312
Réfugiés. — Convention de Genève du 28 juillet 1951. — Pouvoir d'appréciation du tribunal	310
<b>Jugements étrangers.</b>	
Annulation de mariage. — Demande en inopposabilité. — Compétence des juridictions françaises. — Recevabilité. — Contrôle des tribunaux français	326
Exequatur. — Recevabilité. — Demande implicite	325
Jugements répressifs. — Autorité en France	315
<b>Responsabilité civile.</b>	
Accident de la circulation survenu en Grèce. — Loi grecque	315
<b>CHRONIQUE DE JURISPRUDENCE COLOMBIENNE,</b>	
par Gustavo Vasco Muñoz	328

**Mariage.**

- Annulation religieuse. — Effets civils de l'annulation ..... 328

**Sociétés.**

- Sociétés étrangères. — Preuve de leur existence. — Représentation en justice ..... 331

**CHRONIQUE DE JURISPRUDENCE ITALIENNE DE DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ,**

- par Ernest BARDA ..... 333

**Arbitrage.**

- Sentence arbitrale allemande. — Exécution demandée en Italie. — Convention de Genève du 26 septembre 1927. — Application dans les rapports avec l'Allemagne fédérale ..... 356

**Conflits de juridictions.**

- Acte illicite. — Action en responsabilité. — Compétence. — Article 4, n° 2, du Code de procédure civile. — Juge du lieu où l'obligation est née. — Acte illicite commis à l'étranger. — Incompétence du juge italien ..... 342

- Succession. — Citoyen suisse. — Biens sis en Italie. — 1° Conventions italo-suisse de 1868 et 1933. — Compétence exclusive des juridictions nationales du *de cuius*. — 2° Convention italo-française du 3 juin 1930 sur l'exécution des jugements. — Héritier français. — Inapplicabilité de cette Convention ..... 343

- Succession. — Italien décédé en Yougoslavie. — Biens sis en Italie. — Contestation sur la validité du testament. — Application des articles 4, n° 2 et 22 du Code de procédure civile. — Interprétation des articles 456 du Code civil et 23 des dispositions préliminaires ..... 342

**Coopération judiciaire internationale.**

- Commission rogatoire à l'étranger. — Preuve (moyen de). — Article 204 du Code de procédure civile. — Convention italo-britannique du 17 décembre 1930. — Témoignage recueilli par le Consul d'Italie à Malte. — Validité ..... 343

**Etrangers (Condition des).**

- Affiliation. — Qualification. — Article 21 des dispositions préliminaires. — Loi nationale de l'affilié ..... 335

- Protection du nom. — Qualification. — Droits de la personnalité : article 17 des dispositions préliminaires. — Fait illicite : article 25, alinéa 2, des dispositions préliminaires ..... 336

**Faillite.**

- Loi applicable. — Jugement français déclaratif de faillite. — Effets en Italie. — Exception de compensation. — Convention franco-italienne du 3 juin 1930 (article 25). — Compétence exclusive du tribunal de la faillite ..... 340

**Filiation.**

Recherche de paternité naturelle. — Qualification. — Nationalités différentes. — Loi applicable. — Article 17 des dispositions préliminaires. — Application cumulative des lois nationales ....	339
Reconnaissance d'un enfant naturel né à l'étranger. — Qualification. — Loi applicable .....	338

**Forme des actes.**

Procuration en vue d'un recours en cassation. — Légalisation. — Loi consulaire du 15 août 1858 (art. 57). — Acte signé aux Etats-Unis. — Traité d'amitié italo-américain du 2 février 1948. — Clause de la nation la plus favorisée. — Bénéfice de la convention italo-française du 12 janvier 1955. — Exonération de la légalisation .....	340
---	-----

**CHRONIQUE DE JURISPRUDENCE DE LA COMMISSION, DE LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME ET DU COMITÉ DES MINISTRES DU CONSEIL DE L'EUROPE,**

par Jean-Flavien LALIVE et Karel VASAK .....	358
--	-----

**I. Jurisprudence de la Commission .....** 360**Compétence de la commission.**

<i>Ratione personae</i> .....	360
<i>Ratione temporis</i> .....	360

**Droits garantis par la Convention.**

Administration de la justice .....	365
Elections libres .....	367
Enseignement (Affaire linguistique belge) .....	370
Mariage (Droit de se marier) .....	367
Propriété (droit de) .....	369
Traitements inhumains (interdiction) .....	365

**Recevabilité (Condition de — des requêtes).**

Voies de recours internes (épuisement)	
Conditions d'application .....	362
Domaine d'application .....	361
Preuve .....	362

**Requête non abusive. ....** 344**II. Affaires devant le Comité des ministres .....** 371

Affaire Autriche contre Italie .....	377
Affaire Nielsen .....	372
Affaires Ofner et Hopfinger, Pataki et Dunshirn .....	374

**III. Jurisprudence de la Cour .....** 381

CHRONIQUE DE LA JURISPRUDENCE DE LA COUR DE JUSTICE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES :

1<sup>re</sup> PARTIE, PAR ROBERT KOVAR ..... 387

**Décisions.**

Motivation (Traité C.E.E. art. 190) ..... 389 et 394

**Recours.**

Pouvoir discrétionnaire. — Contrôle de la Cour. — Limites. — Cas d'ouvertures de recours en annulation. (Traité C.E.E., article 173) ..... 394

Recours en annulation. — Recevabilité (Traité C.E.E., art. 173) 397

Recours en responsabilité. — Conditions de la mise en cause de la responsabilité de la C.E.E. .... 397

Mesures de sauvegarde. — Non discrimination. — Préférence communautaire. — Notion de « secteur de l'activité économique ». — Notion de « difficultés graves et susceptibles de persister » (Traité C.E.E., art. 226, par. 1) ..... 399

**Union douanière.**

Contingent tarifaire : II. Demande d'octroi. — Interprétation des dispositions du Traité. — Pouvoir discrétionnaire (Traité C.E.E., art. 25 et 29) ..... 389

Notion de « produits en cause » (Traité C.E.E., art. 25, al. 3). — Notion de « prix raisonnable dans les livraisons aux consommateurs » (Traité C.E.E., art. 29, al. 1) ..... 394

2<sup>e</sup> PARTIE, PAR LAURENT LUGGINI ..... 407

**Recours.**

Recevabilité. — Règlement. — Décision. — Délai. — Question préjudicielle ..... 407

Recours. — Carence de la Haute Autorité faisant grief. — Question de recevabilité. — Délai. — Notion d'entreprise (Traité C.E. C.A., art. 65 et 66) ..... 410

**Documents**

ÉTRANGERS (CONDITION DES) :

Travailleurs salariés. — Accord entre le Gouvernement français et le Gouvernement portugais concernant la migration, le recrutement et le placement de travailleurs portugais en France, signé à Lisbonne le 31 décembre 1963 (D. n° 64-99, 28 janvier 1964 : J.O. 4 février 1964) ..... 450

EURATOM :

Accord de coopération entre la Communauté européenne de l'énergie atomique (Euratom) et le gouvernement de la République argentine concernant les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, signé à Buenos-Aires le 4 septembre 1962 (63-68-Euratom) (J.O.C.E. 21 décembre 1963) ..... 461

Règlement n° 7-63 du Conseil de l'Euratom du 3 décembre 1963 relatif au règlement du Comité d'arbitrage prévu à l'article 18 du traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique (J.O.C.E. 10 décembre 1963) ..... 456

**IMPÔTS ET CONTRIBUTIONS :**

- Convention entre la France et l'Espagne tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et d'impôts sur les successions, signée à Madrid le 8 janvier 1963. (D. n° 64-3, 2 janvier 1964 : *J.O.* 7 et rectific., *J.O.* 22 janvier 1964) ..... 420
- Convention entre la France et le Liban tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et d'impôts sur les successions, signée à Paris le 24 juillet 1962 (D. n° 64-5, 2 janvier 1964 : *J.O.* 8 janvier et rectific. *J.O.* 4 février 1964) ..... 436

**PÊCHERIES :**

- Convention sur les pêcheries de l'Atlantique du Nord-Est, signée à Londres le 24 janvier 1959. (D. n° 64-2, 2 janvier 1964 : *J.O.* 7 janv. 1964) ..... 413
- ..... 465
- ..... 482

**Bibliographie et revues des revues.** ..... 465

**Informations.** ..... 482